



BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
3 au 28 février 2025

Sommaire

Fait marquant

- Le Royaume-Uni et le Sommet pour l'action sur l'IA

Economie numérique et régulation

- L'Autorité de la concurrence britannique assouplit son approche afin de mettre en œuvre l'objectif de croissance économique du gouvernement travailliste
- Le gouvernement britannique a dévoilé un plan pour améliorer les compétences numériques des citoyens britanniques
- Les acteurs du secteur des industries créatives et culturelles se mobilisent contre les propositions du gouvernement britannique en matière de droits d'auteurs et d'IA

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement britannique lance sa collaboration avec le gouvernement écossais pour déployer le haut débit dans les zones rurales d'Ecosse

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement britannique a publié le « AI Playbook », un guide pour aider les administrations à exploiter l'IA de manière sûre, efficace et responsable
- Le DSIT a signé un protocole d'accord avec la société d'IA *Anthropic*
- Le gouvernement entame son projet de création de « zones de croissance de l'IA »
- Le Royaume-Uni renomme son Institut de la sécurité de l'IA

Spatial

- L'Agence Spatiale Britannique investit 16 M£ dans des projets de communication par satellites
- Le Royaume-Uni utilise l'IA et les satellites pour repérer les habitats sauvages et faciliter l'aménagement urbain

Nouvelles technologies

- Le gouvernement britannique recherche des experts du secteur quantique pour former un Comité consultatif chargé d'accélérer le déploiement de cette technologie

Ecosystème tech

- Le financement du secteur de la tech britannique a atteint en janvier son plus haut niveau depuis 6 mois
- Le '*Cambridge Innovation Capital*', un fond d'opportunité de 100 M£, a été créé pour financer les technologies de pointe au Royaume-Uni
- *Apple* retire son service de cryptage du cloud au Royaume-Uni sur demande du gouvernement

Fait marquant :

Le Royaume-Uni et le Sommet pour l'action sur l'IA

Les 10 et 11 février s'est tenu à Paris le **Sommet pour l'action sur l'IA**, co-présidé par la France et l'Inde. Plus de 90 chefs d'état et de gouvernement et 4 000 participants issus du secteur public, privé et de la société civile se sont réunis pour aborder les enjeux que pose le développement de l'IA à l'échelle mondiale.

Le Sommet français fut l'occasion de mettre en évidence de nouvelles thématiques de discussions, telles que l'IA au service du bien commun avec le lancement de l'initiative « Current AI », ou encore l'impact environnemental de l'intelligence artificielle à travers le livrable de la Coalition pour une IA durable. Ce Sommet avait une forte ambition d'inclusivité, qui s'est traduite par l'organisation de différentes séquences (Journées Scientifiques, Week-end culturel, Business Day), et une centaine de '*side-events*'.

Le Vice-Président des Etats Unis J.D Vance, ainsi que le Vice-Premier ministre chinois Zhang Guoqing étaient présents. L'*AI Action Summit* a ainsi mis en lumière les lignes de fractures géopolitiques sur le sujet de l'intelligence artificielle, notamment sur les aspects de gouvernance mondiale de l'IA et de la régulation de cette technologie.

Ce Sommet comprenait également une forte dimension européenne, avec la présence de l'ensemble des Etats membres de l'UE, ainsi que celle de la Présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen. Ce rendez-vous fut l'occasion pour la France et l'Union européenne de se positionner comme un acteur important de développement de l'IA dans le monde, notamment grâce aux annonces d'investissements réalisées en marge du Sommet.

En ce qui concerne la **présence britannique au Sommet pour l'action sur l'IA**, la délégation était conduite par le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle. La Secrétaire d'Etat à l'IA Feryal Clark également présente a rencontré son homologue Clara Chappaz, et un rendez-vous s'est tenu entre Peter Kyle et Philippe Baptiste, le Ministre français de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Le Royaume-Uni (comme les Etats-Unis) n'a pas signé la déclaration finale, pour des raisons liées à des divergences sur la gouvernance mondiale de l'IA, le manque de garanties sur les sujets de sécurité, et leur « intérêt national ».

Le Royaume-Uni a toutefois rappelé sa volonté de continuer à collaborer avec la France sur le développement de l'intelligence artificielle et les défis que pose cette technologie. Ils ont par ailleurs pris part à certains des livrables du Sommet, tels que la Coalition pour une IA durable (*Coalition for Sustainable AI*). Ils ont également rejoint le Réseau collaboratif des observatoires de l'impact de l'IA sur le travail (*Collaborative Network of AI Observatories on Work*), ont co-approuvé l'analyse de risque conjointe de haut niveau sur la cybersécurité de l'IA, et ont signé la déclaration sur l'IA et le genre dans le cadre du Partenariat mondial d'action contre le harcèlement et les abus en ligne fondés sur le genre (*Global Partnership for Action on Gender-Based Online Harassment and Abuse*).

Economie numérique et régulation

L'Autorité de la concurrence britannique assouplit son approche afin de mettre en œuvre l'objectif de croissance économique du gouvernement travailliste

L'Autorité de la concurrence du Royaume Uni (*Competition and Markets Authority – CMA*) a déclaré mettre en place un certain nombre de [réformes pour trouver un équilibre entre la protection de la concurrence et les objectifs de croissance](#), afin de s'aligner sur la politique économique du gouvernement travailliste. La CMA étudie les moyens d'approuver un plus grand nombre de fusions, notamment grâce des réformes sur le rythme, la prévisibilité, la proportionnalité et les processus de ses activités réglementaires. Elle clarifiera ses attributions et actualisera ses orientations afin de donner aux entreprises une idée plus précise des transactions susceptibles de faire l'objet d'une enquête, et s'efforcera de réduire le temps nécessaire à la prise de décision. L'Autorité britannique prévoit également de privilégier la mise en œuvre de mesures correctives, de davantage prendre en compte le contexte international et l'action d'autres autorités de la concurrence, et lancera en mars un examen de son approche. Ces annonces viennent en réponse au discours de Keir Starmer sur la nécessité que les régulateurs soutiennent les objectifs de croissance économique du gouvernement.

Le gouvernement britannique a dévoilé un plan pour améliorer les compétences numériques des citoyens britanniques

Le gouvernement britannique a présenté le 26 février des [mesures visant à éliminer les obstacles à l'inclusion numérique](#), et ainsi favoriser la croissance économique et garantir la réussite du « Plan pour le changement ». Selon le gouvernement, 1 britannique sur 4 serait concerné par cette exclusion numérique, qui limite l'employabilité de ces citoyens et les empêche d'accéder à des services publics vitaux. Ce Plan d'action pour l'inclusion numérique prévoit donc le financement d'initiatives locales destinées aux personnes les plus exclues (personnes âgées et ménages à faible revenu) par les autorités locales et collectivités territoriales, et comprend un partenariat avec l'association « *Digital Poverty Alliance* » pour leur fournir des ordinateurs portables. Le Plan associe également de nombreux acteurs privés. En effet, de nombreuses entreprises se sont engagées dans cette lutte contre l'exclusion numérique aux côtés du gouvernement. Par exemple, *Google* et *BT* dispenseront une formation à des milliers de citoyens britanniques, tandis que *Vodafone*, *Deloitte* et la *Good Things Foundation* augmenteront les dons d'appareils donnés aux personnes exclues du numérique.

Les acteurs du secteur des industries créatives et culturelles se mobilisent contre les propositions du gouvernement britannique en matière de droits d'auteurs et d'IA

Les industries créatives britanniques [s'opposent aux propositions du gouvernement](#) qui permettraient aux entreprises d'intelligence artificielle d'utiliser sans autorisation des œuvres protégées par le droit d'auteur. Le gouvernement britannique avait en effet lancé une consultation sur cette question des droits d'auteurs dans le cadre du développement de l'IA, et les travaillistes semblent privilégier l'option d'autoriser les entreprises d'IA à entraîner leur modèle sur des œuvres protégées par le droit d'auteur. Toutefois, les créateurs et artistes pourraient se retirer du processus d'exploration des données de leurs œuvres par un système de « réservation des droits » ; proposition qui a suscité le scepticisme des opposants à la consultation, qui s'inquiète de la mise en œuvre pratique de cette mesure. Les artistes ne peuvent en effet pas suivre et contrôler la distribution de leur contenu sur internet. Ces propositions sont relativement similaires à celle du Règlement européen sur l'IA (*EU AI Act*), qui prévoit également une option de retrait. Le gouvernement propose par ailleurs que des mesures exigeant la transparence de la part des développeurs d'IA sur le contenu qu'ils ont utilisé pour entraîner leurs modèles soient mises en œuvre. Plus de 48 000 créateurs ont signé une déclaration pour mettre en garde le gouvernement, car ces propositions représenteraient une « menace majeure et injuste » qui pèserait sur les moyens de subsistance des artistes.

Télécommunications et réseaux

Le gouvernement britannique lance sa collaboration avec le gouvernement écossais pour déployer le haut débit dans les zones rurales d'Ecosse

Le [premier contrat du programme Gigabit du gouvernement a été signé](#), et permettra à 11 000 foyers et entreprises des *Scottish Borders* et de *l'East Lothian* d'accéder à une connexion internet haut-débit. Ce contrat de 26 M£ a été attribué par le gouvernement d'Ecosse au fournisseur écossais indépendant *GoFibre*, afin que les zones rurales et reculées puissent bénéficier d'une d'un réseau qualitatif, tandis qu'elles sont peu susceptibles de recevoir des mises à niveau dans le cadre de plans commerciaux en raison de leur emplacement isolé. Garantir une meilleure connectivité en Ecosse sert également l'objectif de croissance économique du gouvernement travailliste, afin de stimuler l'activité des entreprises écossaises, et réduire l'écart de connectivité au Royaume-Uni. D'autres contrats seront signés prochainement, afin de couvrir d'autres zones rurales d'Ecosse.

Données et intelligence artificielle

Le gouvernement britannique a publié le « AI Playbook », un guide pour aider les administrations à exploiter l'IA de manière sûre, efficace et responsable

Le 10 février, [le Royaume-Uni a publié le « AI Playbook »](#), un nouveau guide pour aider les ministères et les organisations du secteur public à exploiter la puissance des technologies d'IA pour améliorer les services publics. La Secrétaire d'Etat à l'IA Feryal Clark a affirmé que ce Playbook permettra aux agents de mieux comprendre ce que l'IA peut et ne peut pas faire, et comment atténuer les risques qu'elle comporte. Il contribuera à garantir que les technologies de l'IA sont déployées de manière responsable et bénéfique, en préservant la sécurité, le bien-être et la confiance du public. Elle a insisté sur les bénéfices que pourrait apporter cette technologie dans le travail quotidien des fonctionnaires, qui passeront moins de temps sur des tâches répétitives, et qui permettra aux enseignants de personnaliser leurs cours et aux médecins d'accéder leurs diagnostics.

Le manuel de l'IA **énonce 10 principes fondamentaux** pour l'utilisation de l'IA dans les administrations et les organismes du secteur public : la connaissance de cette technologie et de ses limites ; son utilisation légale, éthique et responsable ; la connaissance sur la sécurité de l'IA ; le contrôle humain au bon moment ; la maîtrise du cycle de vie de l'IA ; le choix du bon outil pour la bonne tâche ; la collaboration et le partage de bonnes pratiques au sein des administrations ; le travail collaboratif avec les développeurs commerciaux ; les compétences et l'expertise adaptées à la mise en œuvre de l'outil d'IA ; et la garantie d'avoir une assurance appropriée.

Le DSIT a signé un protocole d'accord avec la société d'IA Anthropic

Le DSIT, le Ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique, vient de [signer un protocole d'entente](#) (*Memorandum of Understanding*) relatif aux opportunités de l'IA avec l'entreprise *Anthropic*. Cet accord contient une reconnaissance conjointe du potentiel de l'intelligence artificielle, et énonce la volonté commune du DSIT et d'*Anthropic* de travailler ensemble au développement responsable de l'IA, pour la prospérité économique et l'amélioration de services publics. Ainsi, la déclaration affirme que « le gouvernement britannique et *Anthropic* collaboreront pour explorer le potentiel des outils d'IA avancés pour améliorer l'accès des citoyens britanniques aux informations et aux services gouvernementaux en ligne ».

Ce partenariat prévoit par ailleurs une collaboration entre *Anthropic* et l'*AI Security Institute* en matière de recherche et d'atténuation des risques liés à l'IA. D'autres domaines d'intérêt communs seront explorés à l'avenir pour approfondir cette collaboration, notamment la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement, le développement des infrastructures de l'IA au Royaume-Uni, et l'utilisation des outils d'IA d'*Anthropic* pour mesurer l'intégration de l'IA dans l'économie britannique. Ce mémorandum consacre la volonté du gouvernement travailliste de travailler en collaboration avec les entreprises d'IA, mais n'est toutefois pas juridiquement contraignant, et ne préjuge pas des décisions futures en matière de marchés publics.

Le gouvernement entame son projet de création de « zones de croissance de l'IA »

Annoncées dans le cadre du Plan d'action sur les opportunités de l'IA, [le gouvernement lance le processus de création des « AI Growth Zones »](#), ces zones de croissance de l'IA censées revitaliser les communautés locales, attirer de nouveaux investissements et offrir de nouvelles opportunités de croissance.

Un appel d'offres a été lancé : les autorités locales et régionales de tout le Royaume-Uni sont appelées à soumettre leurs propositions de territoires, afin que ces derniers deviennent des foyers dédiés au développement de l'infrastructure de l'IA.

Le gouvernement britannique souhaite mettre l'accent sur les zones désindustrialisées du pays, et sur les sites disposant déjà d'un accès à l'électricité. Le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle affirme par ailleurs que ces « *AI Growth Zones* », censées accélérer la délivrance des permis de construire pour les infrastructures d'IA, permettront de créer des milliers d'emplois dans tout le Royaume-Uni, et attireront d'importants investissements privés. Ainsi, l'ensemble des régions britanniques bénéficieront des opportunités de l'IA.

Enfin, l'industrie, notamment les entreprises du secteur de l'énergie et les développeurs de centres de données, est également invitée à participer à un [appel à manifestation d'intérêt](#) pour ces « zones de croissance de l'IA ».

Le Royaume-Uni renomme son Institut de la sécurité de l'IA

L'*AI Safety Institute* britannique a été renommé "*AI Security Institute*" le 14 février, quelques jours seulement après le Sommet de l'action sur l'IA organisé par la France. Cette décision reflète la [volonté du gouvernement britannique que l'Institut se concentre sur les risques que l'IA pose pour la sécurité nationale et la criminalité](#). Ainsi, une nouvelle équipe chargée de l'utilisation criminelle et du détournement de l'IA sera déployée, et travaillera en étroite collaboration avec le Ministère de l'Intérieur britannique.

Lors de la Conférence de Munich, le Ministre Peter Kyle a expliqué ce changement, en affirmant que la sauvegarde de la sécurité nationale et la protection des citoyens contre la criminalité deviendront les principes fondateurs de l'approche britannique du développement responsable de l'intelligence artificielle. Ce nouveau nom reflète donc l'accent mis sur les risques graves liés à l'IA ayant des implications en matière de sécurité, tels que la façon dont la technologie peut être utilisée pour développer des armes chimiques et biologiques, pour mener des cyber-attaques et pour faciliter des crimes tels que la fraude et les abus sexuels sur les enfants.

Dès lors, l'*AI Security Institute* ne travaillera plus sur la liberté d'expression ou les biais de l'IA, ce que [certains acteurs du secteur regrettent](#). Toutefois, d'autres soulignent que les activités de l'*AISI* n'ont jamais concerné ce type de risques, et que l'Institut s'est toujours concentré sur l'évaluation des risques graves, [comme le confirme Ian Hogarth](#), le Directeur de l'*AISI*.

Spatial

L'Agence Spatiale britannique investit 16 M£ dans des projets de communication par satellites

L'Agence Spatiale britannique a financé à hauteur de [16 M£ deux nouveaux projets afin de positionner le Royaume-Uni à l'avant-garde des dernières avancées en matière de communications par satellite](#). Ce financement permettra à l'industrie britannique de gagner des parts de marché sur le segment des méga-constellations de satellites, en développant des technologies qui améliorent leur efficacité et leur capacité. Il provient du programme '*Connectivity in Low Earth Orbit*' (C-LEO), qui prévoit des investissements jusqu'à 160 M£ dans l'expertise britannique dans ce domaine au cours des 4 prochaines années. Ces projets permettront également d'améliorer la connectivité dans les zones les plus difficiles d'accès au R-U. Parmi les entreprises bénéficiant de ce cycle de financement, figure *EnSilica plc*, une entreprise de l'Oxfordshire qui recevra 10 M£ pour développer de nouvelles puces en silicium et des logiciels pour un terminal d'utilisateur, et *Excelerate Technology Ltd*, qui recevra 6 M£ pour développer un terminal utilisateur petit et flexible sur le marché de la mobilité et de l'autonomie (MAMUT), qui permettra aux utilisateurs de choisir l'opérateur et l'orbite via une application.

Le Royaume-Uni utilise l'IA et les satellites pour repérer les habitats sauvages et faciliter l'aménagement urbain

Afin de répondre à l'objectif gouvernemental de mobiliser l'IA et les nouvelles technologies pour améliorer les services publics, [Natural England utilise à présent des images satellites et l'intelligence artificielle](#) pour élaborer une cartographie détaillée des habitats sauvages en Angleterre. Au lieu d'utiliser des relevés manuels, ce suivi de l'évolution des habitats anglais en combinant les données satellites et l'IA sera plus efficace et couvrira l'ensemble du territoire, permettant ainsi d'accélérer les décisions en matière d'aménagement du territoire, tout en protégeant la nature. Sallie Bailey, scientifique et cheffe de Natural England, a déclaré que cet outil leur permettait d'avoir le plus grand impact possible sur la préservation de la nature, tout en aidant à construire les nouveaux logements et les infrastructures dont le pays a besoin.

Nouvelles technologies

Le gouvernement britannique recherche des experts du secteur quantique pour former un Comité consultatif chargé d'accélérer le déploiement de cette technologie

Des spécialistes de premier plan sont [appelés à rejoindre le Comité consultatif chargé de conseiller le gouvernement britannique](#) sur la manière d'exploiter le potentiel de transformation des technologies quantiques. Un appel à manifestation d'intérêt a en effet été lancé par le DSIT, qui recherche des experts de l'industrie et du monde universitaire pour former ce '*Quantum Strategic Advisory Board*'. Présidé par Peter Knight, cet organe sera chargé de soutenir l'ambition du Royaume-Uni de devenir une économie quantique de premier plan, de soutenir la stratégie nationale quantique, et de permettre au gouvernement travailliste de mieux comprendre comment exploiter au mieux les avantages de cette technologie pour l'économie et la société. Cette campagne de recrutement intervient alors qu'une délégation britannique conduite par le conseiller national en technologie Dave Smith s'est rendue au siège de l'UNESCO à Paris ce 4 février pour célébrer [100 ans de percées quantiques et les avantages qui en découlent, mais aussi fêter le début de « l'Année internationale du quantique »](#).

Ecosystème tech

Le financement du secteur de la tech britannique a atteint en janvier son plus haut niveau depuis 6 mois

Les fonds levés par les entreprises technologiques britanniques en janvier [ont atteint leur plus haut niveau en six mois](#), grâce à une augmentation des investissements dans l'IA. En effet, le premier mois de l'année 2025 a vu une augmentation de 83 % des financements par rapport aux six mois précédents. Les cycles de financement ont atteint une valeur de 794,3 M£ pour les entreprises technologiques britanniques, soit près du double du montant moyen levé au cours des six mois précédents (433,7 M£).

Le '*Cambridge Innovation Capital*', un fond d'opportunité de 100 M£, a été créé pour financer les technologies de pointe au Royaume-Uni

Un investisseur lié à l'Université de Cambridge a [créé le '*Cambridge Innovation Capital*' \(CIC\), un « fond d'opportunité » de 100 M£](#) afin de combler le déficit de financement des entreprises technologiques britanniques, dans un contexte où 60% des investissements de VC à un stade avancé dans ces sociétés proviennent de capitaux étrangers. Soutenu par *Aviva Investors* et *British Patient Capital*, le *CIC* a pour objectif de soutenir les entreprises britanniques dans les secteurs des technologies de pointe (*DeepTech* notamment) et des sciences de la vie. *Pragmatic Semiconductor*, l'une des plus grandes entreprises britanniques de fabrication de puces électroniques encore détenue et exploitée en Grande-Bretagne, et *Riverlane*, spécialiste de l'informatique quantique, sont les premières à recevoir des liquidités du nouveau fonds.

Apple retire son service de cryptage du cloud au Royaume-Uni sur demande du gouvernement

Apple a déclaré qu'il ne pouvait plus offrir la « protection avancée des données » (service ADP) pour iCloud au Royaume-Uni, à la suite d'une demande effectuée par le gouvernement britannique. En effet, en vertu de la loi britannique sur les pouvoirs d'investigation (*Investigatory Powers Act*) censée lutter contre le terrorisme et les abus sexuels sur les enfants, Apple aurait reçu un « avis de capacité technique ». Cette procédure permet aux services de sécurité britannique d'accéder aux sauvegardes de l'iPhone et à d'autres données du cloud qui sont autrement inaccessibles, même pour Apple, sur présentation d'un mandat approuvé par un juge. L'industrie technologique s'est mobilisée pour s'opposer à cette décision du gouvernement, et l'entreprise américaine s'est dite profondément préoccupée par ce « dépassement sans précédent », et a retiré du marché britannique le service ADP. Ainsi, les nouveaux utilisateurs ne peuvent plus s'inscrire à iCloud ADP au Royaume-Uni depuis vendredi, et les clients britanniques qui avaient déjà activé ce paramètre devront le désactiver pour pouvoir continuer à utiliser leur compte iCloud. Certains acteurs du secteur se sont dit particulièrement inquiets de cet affaiblissement du chiffrement, qui constitue un « recul inquiétant » pour la protection de la vie privée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr